

## « Tant que l'on refusera de traiter les questions de fond, on aura des émeutes », entretien avec Laurent Mucchielli, directeur de recherches au Cnrs

29 novembre 2007



CRS dans les quartiers. C'est le contraire de la police de proximité...

Le quotidien, c'est celui des contrôles d'identité incessants que les jeunes perçoivent comme des contrôles au faciès et comme des humiliations. C'est aussi le jeu du chat et de la souris entre les jeunes qui roulent en scooter ou en moto (sans casque et parfois de façon dangereuse pour les piétons) et les policiers, comme celui qui a peut-être conduit au drame de Villiers-le-bel (on verra ce que conclut l'information judiciaire). Il y a là un cercle vicieux qui s'est installé depuis des années, dans lequel les policiers sont piégés eux-mêmes et que pratiquement aucun responsable politique n'a le courage de dénoncer comme tel car cela supposerait une réforme sérieuse de l'organisation, de la doctrine et des façons de faire de la police. Cela ne plaît pas à de nombreux syndicats de police. Et cela rencontre manifestement aussi des blocages de type idéologique à droite.

### Quelles réponses peut-on imaginer à court terme mais aussi à long terme ?

Si l'on veut que les choses se calment rapidement et durablement après le démarrage d'une émeute, indépendamment de l'action policière, il faut parler des jeunes qui sont morts et de la douleur de leurs familles, leur accorder le statut symbolique de victimes qu'elles réclament. Il faut ensuite assurer la population qu'une enquête vraiment impartiale aura lieu (et non pas s'empresse de vouloir à tout prix dédouaner la police de toute responsabilité). Enfin, il faut leur dire qu'on les entend et que l'on comprend leur colère et leur humiliation. Cela ne veut pas dire que l'on excuse les actes délinquants de certains, mais que l'on prend au sérieux un cri de révolte et de souffrance général. Il faut absolument sortir de l'effet de sidération que produisent les images de voitures qui flambent et de policiers violentés, sortir de la peur de cette jeunesse et sortir des termes mêmes dans lesquels le débat politique enferme notre réflexion.

Il faut essayer de comprendre ce que révèlent ces flambées d'émotions collectives, restituer ce qu'est la vie quotidienne de la jeunesse des quartiers dits sensibles, mesurer les difficultés énormes qu'ils rencontrent pour s'insérer dans la vie sociale lorsqu'ils « galèrent » d'intérim en petits

### Pourquoi cette poussée de violence ? Quel regard portez-vous sur les événements récents à Villiers-le-bel ?

Comme d'autres analystes de la situation des « banlieues », j'avais annoncé que, la situation ne s'étant guère améliorée depuis 2005 (dans certains domaines elle a même empiré), les mêmes causes produiraient les mêmes effets. C'est-à-dire que d'autres émeutes auraient lieu selon le même schéma : la mort de jeunes en relation avec une opération de police. En 2006, il y a déjà eu des mini-émeutes dans plusieurs quartiers (à Montfermeil, à Montpellier) et des incidents très graves dans beaucoup d'autres (par exemple aux Mureaux), tous classés en « ZUS » (zones urbaines sensibles). Cela continue donc. Et on ne voit pas pourquoi cela s'arrêterait puisqu'aucune des causes n'a disparu.

Après 2005, avec l'équipe de recherche qui a fait le livre *Quand les banlieues brûlent*, nous avons identifié quatre problèmes cruciaux : 1) les relations catastrophiques avec la police, 2) le niveau de l'échec scolaire et le ressentiment envers l'école, 3) le niveau du chômage des jeunes, y compris lorsqu'ils sont qualifiés et 4) le statut global de la population dite « issue de l'immigration » dans la société française. Ils sont toujours là, et ils nourrissent toujours en permanence dans ces quartiers des sentiments de colère, d'injustice, d'exclusion, d'humiliation et de ce que j'appelle la « victimation collective ».

### L'action de la police est-elle en cause ?

Les conflits entre une partie de la jeunesse et la police sont permanents. Ils se cristallisent sur la violence des modes d'intervention de la police. Après 2005, on aurait pu penser que la question de la police de proximité allait être remise à l'ordre du jour. Cela n'a pas été fait. A la place, Nicolas Sarkozy a au contraire décidé d'affecter en permanence des compagnies de

boulots et en période de chômage. Sans emploi, au double sens d'un statut et d'un revenu, il n'y a pas de possibilité d'insertion, pas d'accès au logement et pas de perspective de fonder une famille.

On peut ensuite remonter en amont pour constater que cette situation se prépare aussi à l'école dont de trop nombreux jeunes sortent sans diplôme ou presque et où, ayant la situation de leurs aînés sous les yeux, ils intériorisent précocement l'idée qu'ils n'ont pas d'avenir dans notre société. Enfin, il faut comprendre que la population dite « issue de l'immigration » (pendant combien de générations encore ?), exprime depuis longtemps un besoin de reconnaissance et de dignité auquel la société française ne répond pas, ou bien répond par la peur et la stigmatisation globale, aujourd'hui surtout à travers la figure du délinquant et celle de l'islamiste. Tant que l'on renverra globalement cette image à toute une partie de la population, qui de plus n'est représentée et défendue par personne sur le plan politique, on ne fera que saper toujours plus la légitimité de l'action de l'État. Et, tandis que d'autres donnent des leçons de morale depuis leurs jolis bureaux des centres-villes, ce sont les agents de « première ligne » qui le payent, qu'ils soient policiers, pompiers, enseignants, travailleurs sociaux, etc.

Propos recueillis par Louis Maurin

Laurent Mucchielli est sociologue, directeur de recherches au CNRS, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Il a notamment codirigé *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005* (La Découverte, 2ème éd. 2007) et *Les bandes de jeunes, des « blousons noirs » à nos jours* (La Découverte, 2007). Site internet : [www.cesdip.org](http://www.cesdip.org)

- 
- Emplacement :
  - Adresse de cet article : <https://www.m.inegalites.fr/Tant-que-l-on-refusera-de-traiter-les-questions-de-fond-on-aura-des-emeutes>